

**Art. 2.** Le ministre qui a le Travail dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 avril 2023.

**PHILIPPE**

Par le Roi :  
Le Ministre du Travail,  
P.-Y. DERMAGNE

—————  
Note

(1) Référence au *Moniteur belge* :  
Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

—————  
Annexe

**Conseil national du Travail**

*Convention collective de travail n° 164 du 24 janvier 2023*

Intervention de l'employeur pour les déplacements effectués à vélo par le travailleur entre son domicile et son lieu de travail (Convention enregistrée 9 février 2023 sous le numéro 178040/CO/300)

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires;

Considérant la recommandation n° 19 du 9 novembre 2005 dans laquelle le Conseil national du Travail recommande, aux secteurs et aux entreprises, de considérer, dans le cadre de leur concertation au sujet de moyens de transport durables pour les déplacements entre le domicile et le lieu de travail, l'octroi éventuel d'une indemnité de bicyclette;

Considérant la recommandation n° 27 du 23 avril 2019 dans laquelle les partenaires sociaux recommandent aux commissions paritaires et aux entreprises, à l'occasion des accords du 1<sup>er</sup> avril 2019 conclus au sein du Conseil national du Travail, en vue notamment d'encourager le choix des modes de transport alternatifs, d'utiliser le budget mobilité, tel qu'instauré par la loi du 17 mars 2019, ainsi que l'indemnité vélo;

Considérant l'avis n° 2.351 que le Conseil national du Travail a émis concomitamment le 24 janvier 2023;

Considérant l'avis n° 2.343 que le Conseil national du Travail et le Conseil central de l'Economie ont émis concomitamment le 24 janvier 2023;

Considérant la volonté des partenaires sociaux d'encourager l'usage des modes de transport durable, dont le vélo, dans le cadre des déplacements entre le domicile et le lieu de travail;

Considérant la volonté des partenaires sociaux de lier intrinsèquement le dispositif de la présente convention collective de travail à l'entrée en vigueur de la réglementation prévoyant le mécanisme de compensation prévu par le gouvernement;

Les organisations interprofessionnelles d'employeurs et de travailleurs suivantes :

- la Fédération des Entreprises de Belgique;
  - les organisations présentées par le Conseil supérieur des indépendants et des petites et moyennes entreprises;
  - "de Boerenbond";
  - la Fédération wallonne de l'Agriculture;
  - l'Union des entreprises à profit social;
  - la Confédération des Syndicats chrétiens de Belgique;
  - la Fédération générale du Travail de Belgique;
  - la Centrale générale des Syndicats libéraux de Belgique;
- ont conclu, le 24 janvier 2023, au sein du Conseil national du Travail, la convention collective de travail suivante.

**CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Objet de la convention**

Article 1<sup>er</sup>. La présente convention collective de travail a pour objet de régler les conditions d'octroi, le montant et les modalités de l'intervention de l'employeur pour les déplacements effectués à vélo par le travailleur entre son domicile et son lieu de travail.

**CHAPITRE II. — Champ d'application**

Art. 2. § 1<sup>er</sup>. La présente convention collective de travail s'applique aux travailleurs et aux employeurs qui les occupent.

**Art. 2.** De minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 7 april 2023.

**FILIP**

Van Koningswege :  
De Minister van Werk,  
P.-Y. DERMAGNE

—————  
Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :  
Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

—————  
Bijlage

**Nationale Arbeidsraad**

*Collectieve arbeidsovereenkomst nr. 164 van 24 januari 2023*

Tegemoetkoming van de werkgever voor de verplaatsingen per fiets van de werknemer tussen zijn woonplaats en zijn plaats van tewerkstelling (Overeenkomst geregistreerd op 9 februari 2023 onder het nummer 178040/CO/300)

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités;

Overwegende de aanbeveling nr. 19 van 9 november 2005 waarin de Nationale Arbeidsraad de sectoren en ondernemingen aanbeveelt dat zij in het kader van hun overleg over duurzame woonwerkvervoersmiddelen de eventuele toekenning van een fietsvergoeding in overweging zouden nemen;

Overwegende de aanbeveling nr. 27 van 23 april 2019 waarin de sociale partners de paritaire comités en de ondernemingen naar aanleiding van de in de Nationale Arbeidsraad gesloten akkoorden van 1 april 2019 aanbevelen om, met name om de keuze voor alternatieve vervoersvormen te stimuleren, gebruik te maken van het mobiliteitsbudget zoals ingevoerd bij de wet van 17 maart 2019, evenals de fietsvergoeding;

Overwegende het begeleidende advies nr. 2.351 dat de Nationale Arbeidsraad op 24 januari 2023 heeft uitgebracht;

Overwegende het begeleidende advies nr. 2.343 dat de Nationale Arbeidsraad en de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven op 24 januari 2023 hebben uitgebracht;

Overwegende de wens van de sociale partners om het gebruik van duurzame vervoerswijzen, waaronder de fiets, in het kader van het woon-werkverkeer aan te moedigen;

Overwegende de wens van de sociale partners om de bepalingen van deze collectieve arbeidsovereenkomst onlosmakelijk te koppelen aan de inwerkingtreding van de regelgeving waarin het door de regering beoogde compensatiemechanisme wordt vastgesteld;

Hebben de navolgende interprofessionele organisaties van werkgevers en werknemers :

- Het Verbond van Belgische Ondernemingen;
  - De organisaties voorgedragen door de Hoge Raad voor de Zelfstandigen en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen;
  - De Boerenbond;
  - "La Fédération wallonne de l'Agriculture";
  - De Unie van de socialprofitondernemingen;
  - Het Algemeen Christelijk Vakverbond van België;
  - Het Algemeen Belgisch Vakverbond;
  - De Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België;
- op 24 januari 2023 in de Nationale Arbeidsraad de volgende collectieve arbeidsovereenkomst gesloten.

**HOOFDSTUK I. — Ontwerp van de overeenkomst**

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft tot doel de toekenningsvoorwaarden, het bedrag en de modaliteiten voor de tegemoetkoming van de werkgever voor de verplaatsingen per fiets van de werknemer tussen zijn woonplaats en zijn plaats van tewerkstelling te regelen.

**HOOFDSTUK II. — Toepassingsgebied**

Art. 2. § 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werknemers en op de werkgevers die hen tewerkstellen.

§ 2. La présente convention collective de travail ne porte pas préjudice aux conventions collectives de travail, conclues au niveau des secteurs ou des entreprises, qui prévoient l'octroi d'une indemnité spécifique pour les déplacements entre le domicile et le lieu de travail effectués à vélo. Dans ce cas, les modalités d'octroi et les montants prévus s'appliquent.

§ 3. La présente convention collective de travail ne s'applique pas aux déplacements entre le domicile et le lieu de travail effectués à vélo, entre le 1<sup>er</sup> mai 2023 et le 31 décembre 2023, par les travailleurs occupés au sein des commissions paritaires composées, pour la première fois, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020.

#### Commentaire

La présente convention est une convention collective de travail supplétive.

Dans les secteurs et les entreprises qui ont conclu ou concluent une convention collective de travail prévoyant l'octroi d'une indemnité spécifique pour les déplacements entre le domicile et le lieu de travail effectués à vélo, cette convention collective de travail s'applique.

#### CHAPITRE III. — Définition

Art. 3. Aux fins de la présente convention collective de travail, on entend par « vélo » : un cycle, un cycle motorisé ou un speed pedelec, tels que définis dans le règlement général sur la police de la circulation routière, étant entendu que les cycles motorisés et les speed pedelecs n'entrent en considération que lorsqu'ils sont propulsés de façon électrique.

#### CHAPITRE IV. — Conditions de l'octroi de l'indemnité vélo

Art. 4. § 1<sup>er</sup>. L'indemnité est octroyée au travailleur qui effectue régulièrement les déplacements entre son domicile et son lieu de travail à vélo.

§ 2. Si le travailleur utilise, pour lesdits déplacements, plusieurs modes de déplacement, dont le vélo, il a la possibilité de recevoir, pour chacun de ceux-ci, une indemnité de la part de son employeur, pour autant que ces différentes indemnités aient trait soit à différentes parties du trajet domicile-travail, soit à un même trajet (ou à un même tronçon) effectué pendant différentes périodes de l'année.

#### Commentaire

1. Il découle du premier paragraphe de cette disposition que la présente convention vise les déplacements réguliers à vélo entre le domicile du travailleur et son lieu de travail et pas les déplacements occasionnels. A titre d'exemple, le déplacement effectué au moins une fois par semaine à vélo par le travailleur pour se rendre de son domicile à son lieu de travail est considéré comme un déplacement régulier. Il en va de même pour le travailleur qui effectue, pendant les mois d'été, les déplacements entre son domicile et son lieu de travail à vélo.

En outre, le mot « régulier » ne doit pas constituer un frein à l'entrée du travailleur dans le système d'octroi de l'indemnité vélo, à titre d'expérience.

2. Il découle du second paragraphe de cette disposition qu'une même distance parcourue au même moment ne peut pas faire l'objet de plusieurs indemnités de la part de l'employeur. A titre d'exemple, un travailleur qui bénéficie d'un abonnement de train annuel à temps plein, ne peut recevoir une indemnité lorsqu'il se rend de temps en temps à vélo de son domicile à son lieu de travail. Par ailleurs, le travailleur doit toujours choisir, parmi les formules d'abonnement disponibles dans son entreprise, celle la plus adaptée et qui répond le mieux à ses besoins de mobilité tout en tenant compte de la fréquence de ses déplacements entre son domicile et son lieu de travail.

Art. 5. L'octroi de l'indemnité est plafonné à une distance de maximum 20 kilomètres par trajet simple.

#### CHAPITRE V. — Montant de l'indemnité vélo

Art. 6. Le montant de base de l'indemnité s'élève à 0,145 EUR par kilomètre parcouru à vélo.

Ce montant est adapté annuellement selon le mécanisme d'indexation tel que prévu à l'article 178, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> du Code des Impôts sur les Revenus 1992 à savoir, en appliquant, au montant de base, le coefficient obtenu en divisant la moyenne des indices des prix de l'année qui précède celle des revenus par la moyenne des indices des prix de 1988 multiplié par le rapport entre les moyennes des indices des prix des années 1997 et 1991.

Pour l'année 2023, ce montant s'élève à 0,27 EUR par kilomètre parcouru à vélo.

§ 2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst doet geen afbreuk aan de op sector- of ondernemingsniveau gesloten collectieve arbeidsovereenkomsten die voorzien in de toekenning van een specifieke vergoeding voor woon-werkverkeer per fiets. In dat geval zijn de vastgestelde toekenningsmodaliteiten en bedragen van toepassing.

§ 3. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is niet van toepassing op het woon-werkverkeer per fiets tussen 1 mei 2023 en 31 december 2023 van werknemers die tewerkgesteld zijn in de paritaire comités die sinds 1 januari 2020 voor het eerst zijn samengesteld.

#### Commentaar

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is een suppletieve collectieve arbeidsovereenkomst.

In de sectoren of ondernemingen die een collectieve arbeidsovereenkomst hebben gesloten of sluiten die voorziet in de toekenning van een specifieke vergoeding voor woon-werkverkeer per fiets, is die collectieve arbeidsovereenkomst van toepassing.

#### HOOFDSTUK III. — Definitie

Art. 3. Voor de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt verstaan onder "fiets": een rijwiel, een gemotoriseerd rijwiel of een speed pedelec, zoals gedefinieerd in het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer, met dien verstande dat de gemotoriseerde rijwielen en de speed pedelecs enkel in aanmerking komen wanneer ze elektrisch worden aangedreven.

#### HOOFDSTUK IV. — Voorwaarden voor de toekenning van de fietsvergoeding

Art. 4. § 1. De vergoeding wordt toegekend aan de werknemer die de verplaatsingen tussen zijn woonplaats en zijn plaats van tewerkstelling regelmatig per fiets verricht.

§ 2. Indien de werknemer voor die verplaatsingen gebruik maakt van verschillende vervoerswijzen, waaronder de fiets, heeft hij de mogelijkheid om voor elk daarvan een vergoeding van zijn werkgever te ontvangen, op voorwaarde dat die verschillende vergoedingen betrekking hebben op hetzij verschillende gedeelten van het woon-werktraject, hetzij hetzelfde traject (of hetzelfde gedeelte daarvan) dat in verschillende perioden van het jaar wordt afgelegd.

#### Commentaar

1. Uit de eerste paragraaf van deze bepaling vloeit voort dat deze collectieve arbeidsovereenkomst betrekking heeft op regelmatige verplaatsingen met de fiets tussen de woonplaats van de werknemer en zijn plaats van tewerkstelling, en niet op occasionele verplaatsingen. Een voorbeeld: wanneer de werknemer zich ten minste één keer per week met de fiets van zijn woonplaats naar het werk begeeft, wordt dit beschouwd als een regelmatige verplaatsing. Hetzelfde geldt voor de werknemer die in de zomer met de fiets naar het werk komt.

Bovendien mag het woord "regelmatig" geen belemmering vormen voor de werknemer om bij wijze van test in het systeem voor de toekenning van een fietsvergoeding te stappen.

2. Uit de tweede paragraaf van deze bepaling vloeit voort dat voor eenzelfde afstand die op hetzelfde moment wordt afgelegd niet meer dan één vergoeding kan worden toegekend door de werkgever. Een werknemer die bijvoorbeeld een voltijds jaarabonnement voor de trein heeft, kan geen vergoeding ontvangen wanneer hij af en toe met de fiets naar het werk komt. Bovendien moet de werknemer uit de abonnementsformules die in zijn onderneming beschikbaar zijn, steeds de meest gepaste formule kiezen die het beste aansluit bij zijn mobiliteitsbehoeften, rekening houdend met de frequentie van zijn woon-werktrajecten.

Art. 5. De toekenning van de vergoeding wordt geplafonneerd op een afstand van maximum 20 kilometer per enkel traject.

#### HOOFDSTUK V. — Bedrag van de fietsvergoeding

Art. 6. Het basisbedrag van de vergoeding is 0,145 EUR per met de fiets afgelegde kilometer.

Dit bedrag wordt jaarlijks aangepast volgens het indexeringsmechanisme zoals vastgesteld in artikel 178, § 3, eerste lid, 2<sup>o</sup> van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992, namelijk door op het basisbedrag de coëfficiënt toe te passen die wordt verkregen door het gemiddelde van de indexcijfers van het jaar dat het jaar van de inkomsten voorafgaat, te delen door het gemiddelde van de indexcijfers van het jaar 1988 vermenigvuldigd met de verhouding tussen de gemiddelden van de indexcijfers van de jaren 1997 en 1991.

Voor het jaar 2023 bedraagt de vergoeding 0,27 EUR per met de fiets afgelegde kilometer.

## Commentaire

Le mécanisme d'indexation utilisé dans cette disposition vise à faire en sorte que le montant de l'indemnité vélo ne soit pas supérieur au montant maximal exonéré fiscalement.

CHAPITRE VI. — *Epoque de remboursement*

Art. 7. L'intervention de l'employeur est versée à l'occasion de la période de paiement qui est d'usage dans l'entreprise.

CHAPITRE VII. — *Modalités de remboursement*

Art. 8. § 1<sup>er</sup>. Afin de définir le montant de l'intervention de l'employeur, le travailleur remplit et signe une déclaration sur l'honneur dans laquelle il indique le nombre de kilomètres parcourus à vélo entre son domicile et le lieu de travail ainsi que le nombre de jours concernés sur le mois.

§ 2. La fréquence de la déclaration ainsi que les modalités de contrôle des données mentionnées dans celle-ci sont à définir par l'employeur.

CHAPITRE VIII. — *Evaluation*

Art. 9. Les organisations interprofessionnelles signataires de la présente convention s'engagent à entamer une première évaluation, dans la seconde moitié de l'année 2024, la mise en œuvre des dispositions de la présente convention collective de travail.

## Commentaire

Cette évaluation portera sur la mise en œuvre des dispositions de la présente convention collective de travail, et notamment sur son impact en termes d'encouragement de l'usage du vélo pour les déplacements entre le domicile et le lieu de travail, sur la santé des travailleurs, sur le nombre et la gravité des accidents intervenus sur le chemin du travail ainsi que sur les mesures de compensation prévues par le gouvernement.

CHAPITRE IX. — *Dispositions finales*

Art. 10. La présente convention collective de travail est conclue pour une durée indéterminée.

Elle entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2023.

Elle pourra être révisée ou dénoncée à la demande de la partie signataire la plus diligente, moyennant un préavis de six mois.

L'organisation qui prend l'initiative de la révision ou de la dénonciation doit indiquer les motifs et déposer des propositions d'amendements que les autres organisations s'engagent à discuter au sein du Conseil national du Travail dans le délai d'un mois de leur réception.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 7 avril 2023.

Le Ministre du Travail,  
P.-Y. DERMAGNE

SERVICE PUBLIC FEDERAL  
SECURITE SOCIALE

[C – 2023/42156]

26 AVRIL 2023. — Arrêté du Conseil d'administration de l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants fixant le plan de personnel de l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants

Le Conseil d'administration,

Vu la loi du 21 décembre 1970 portant création d'un Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants ;

Vu l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, notamment l'article 21, § 4, modifié en dernier lieu par la loi-programme du 8 avril 2003 ;

Vu l'arrêté royal du 3 avril 1997 portant des mesures en vue de la responsabilisation des institutions publiques de sécurité sociale, en application de l'article 47 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, notamment l'article 19, § 1<sup>er</sup>, modifié en dernier lieu par la loi-programme du 8 avril 2003 ;

## Commentaar

Het indexeringsmechanisme dat in deze bepaling wordt gebruikt, moet ervoor zorgen dat het bedrag van de fietsvergoeding niet hoger ligt dan het maximale fiscaal vrijgestelde bedrag.

HOOFDSTUK VI. — *Terugbetalingstijdstip*

Art. 7. De tegemoetkoming van de werkgever wordt gestort ter gelegenheid van de betaalperiode die in de onderneming gebruikelijk is.

HOOFDSTUK VII. — *Modaliteiten voor de terugbetaling*

Art. 8. § 1. Om het bedrag van de tegemoetkoming van de werkgever te bepalen, dient de werknemer een verklaring op erewoord in te vullen en te ondertekenen waarin hij het aantal kilometers vermeldt dat hij met de fiets aflegt tussen zijn woonplaats en de plaats van tewerkstelling, evenals het betrokken aantal dagen in die maand.

§ 2 De frequentie van de verklaring en de modaliteiten voor de controle van de in die verklaring vermelde gegevens moeten door de werkgever worden vastgesteld.

HOOFDSTUK VIII. — *Evaluatie*

Art. 9. De interprofessionele organisaties die deze collectieve arbeidsovereenkomst ondertekenen, verbinden zich ertoe in de tweede helft van het jaar 2024 een eerste evaluatie aan te vatten van de tenuitvoerlegging van de bepalingen van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

## Commentaar

Deze evaluatie heeft betrekking op de tenuitvoerlegging van de bepalingen van deze collectieve arbeidsovereenkomst, en met name op de invloed ervan op het vlak van de bevordering van het gebruik van de fiets voor het woon-werkverkeer, op de gezondheid van de werknemers en op het aantal ongevallen op weg naar het werk en de ernst daarvan, evenals op de door de regering geplande compensatiemaatregelen.

HOOFDSTUK IX. — *Slotbepalingen*

Art. 10. Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten voor onbepaalde tijd.

Ze treedt in werking op 1 mei 2023.

Ze kan op verzoek van de meest gerede ondertekenende partij worden herzien of opgezegd, met inachtneming van een opzeggingstermijn van zes maanden.

De organisatie die het initiatief tot herziening of opzegging neemt, moet in een gewone brief aan de voorzitter van de Nationale Arbeidsraad de redenen ervan aangeven en amendementsvoorstellen indienen; de andere organisaties verbinden zich ertoe die binnen een maand na ontvangst ervan, in de Nationale Arbeidsraad te bespreken.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 7 april 2023.

De Minister van Werk,  
P.-Y. DERMAGNE

FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
SOCIALE ZEKERHEID

[C – 2023/42156]

26 APRIL 2023. — Besluit van de Raad van beheer van het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen tot vaststelling van het personeelsplan van het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen

De Raad van beheer,

Gelet op de wet van 21 december 1970 houdende oprichting van een Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen, inzonderheid op artikel 21, § 4, laatst gewijzigd bij de programmawet van 8 april 2003;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 april 1997 houdende maatregelen met het oog op de responsabilisering van de openbare instellingen van sociale zekerheid, met toepassing van artikel 47 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, inzonderheid artikel 19, § 1, laatst gewijzigd bij de programmawet van 8 april 2003;